



Recrutement de trois profils spécialisés en investigation et marché public

Octobre 2026

Contexte et justification

Dans le cadre du renforcement des mécanismes de contrôle, de transparence et de redevabilité au sein du secteur public, et pour faire face aux contraintes opérationnelles de ses missions, le Bureau d'Analyse et d'Investigation (BAI) envisage de recruter trois profils spécialisés en investigation et marchés publics afin de renforcer ses équipes.

Objectif

Il s'agira plus précisément d'améliorer :

- la supervision de la gestion des marchés publics dans les communes ;
- le traitement des plaintes et dénonciations ; et
- le renforcement de l'équipe du BAI.

Modalités de recrutement

Le processus de recrutement se déroulera en quatre étapes : l'étude des dossiers, un test technique, l'entretien final puis la négociation salariale qui débouchera sur la signature d'un contrat de travail à durée déterminée (CDD).

A cet effet, il est proposé un comité composé des membres suivants :

- un (01) représentant du Secrétaire Général de la Présidence de la République ;
- un (01) représentant de la Direction de l'Administration et des Finances de la Présidence de la République ;
- un (01) représentant de chaque Cellule ;
- deux (02) représentants du Bureau d'Analyse et d'Investigation.

L'avis de recrutement sera publié, pendant une période de trois (3) semaines, par tous les moyens de communication appropriés notamment dans les quotidiens de service public, sur le site internet officiel de la Présidence de la République ainsi que sur les réseaux sociaux adaptés. Cette publication vise à assurer une large diffusion du processus de recrutement.

Pour chacun des trois postes (3) à pourvoir, des termes de référence (TDR) distincts sont élaborés, et précisent pour chaque poste les missions, la description des tâches ainsi que le profil recherché.



APPEL A CANDIDATURE

I- Contexte

Le Bureau d'Analyse et d'Investigation (BAI) est une structure d'appui, d'audit et d'investigation à l'action gouvernementale rattachée à la Présidence de la République. Il assure le contrôle de la gouvernance des projets et des réformes du Gouvernement, ainsi que la coordination de missions d'investigation afin d'éclairer la prise de décisions, et de faciliter la mise en œuvre des mesures correctives et/ou répressives nécessitées par l'impératif de bonne gouvernance. Son rôle s'est renforcé par une implication plus forte à travers des appuis opérationnels et une assistance aux ministères sectoriels, agences et autres entités chargées de la mise en œuvre des projets afin de lever les goulots d'étranglement sur toute la chaîne d'exécution des projets.

Afin de renforcer ses équipes, le BAI recrute deux spécialistes en passation de marchés et un (e) spécialiste en investigation pour ses missions d'audit et d'investigation.

II- Conditions générales de candidatures

1. Les dossiers de candidatures doivent être constitués des pièces ci-après :
 - une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du BAI ;
 - un casier judiciaire en cours de validité ;
 - une copie de la carte d'identité biométrique, du passeport ou du certificat d'identification personnelle en cours de validité ;
 - un curriculum vitae (CV) détaillé mentionnant les références des différents postes occupés ;
 - les copies des diplômes et attestations ;
 - les justificatifs des expériences mentionnées dans le CV.
2. Le dossier de candidature devra être constitué de fichiers électroniques au format PDF portant la mention « Candidature au poste de (précisez le poste) ». Il devra être déposé sur la plateforme dédiée, à l'adresse : assistantebai@presidence.bj
3. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **vendredi 30 octobre 2026 à minuit**.

4. Autres exigences :

- avoir le sens de la discrétion, le respect de la confidentialité ainsi que des règles de moralité, d'éthique et d'intégrité ;
- avoir le sens de l'organisation, du détail ainsi qu'une aptitude à travailler avec des équipes pluridisciplinaires ;
- avoir des aptitudes en communication orale et écrite ;
- avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Microsoft Office, etc.) ;
- avoir une bonne connaissance du cadre juridique béninois.

III- Procédure de recrutement

Le processus de recrutement comprendra quatre phases :

- 1- l'examen des candidatures : la présélection des candidat(e)s sur étude de dossiers en vue de l'établissement d'une liste restreinte des candidats qualifiés pour la mission ;
- 2- un test technique : les candidat(e)s présélectionné(e)s seront soumis (es) à une évaluation pratique de questionnaire à choix multiple ;
- 3- l'entretien final : la sélection du/de la candidat(e) interviendra après un entretien avec les candidat(e)s retenu(e)s à l'issue du test technique ;
- 4- la négociation de la rémunération préalable à la signature d'un contrat de travail avec le/la candidat (e) retenu (e) à l'issue de l'entretien.

IV- Description des postes envisagés

IV-1- Spécialiste en marché public 01

Nombre : un (e) (01) spécialiste

Termes de référence

IDENTIFICATION DU POSTE	
<i>Intitulé du poste</i>	Spécialiste en marché public
<i>Structure bénéficiaire</i>	Bureau d'Analyse et d'Investigation
<i>Rémunération et conditions salariales</i>	Voir lettre d'engagement
<i>Durée de contrat</i>	Déterminée
<i>Lieu de travail</i>	Cotonou
<i>Missions principales</i>	Le spécialiste placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du BAI, a pour mission de veiller à fluidifier la chaîne de la dépense publique, la supervision des missions d'audits réalisées par les cabinets spécialisés ainsi que l'appui à la mise en œuvre des missions d'audit et d'investigation de la commande publique dans les organismes et agences publiques le cas échéant.
<i>Description du poste</i>	Sur la base du programme de travail préparé et validé, il aura à mettre en œuvre les principales tâches ci-après : - assurer ou accompagner le respect des normes fiduciaires relatives à la préparation dans le délai requis des documents prévisionnels annuels (Plan de travail, budget, plan de passation des marchés, plan de performance, etc.) ; - veiller à l'actualisation, si requis, et à la mise en œuvre effective de manuels de procédures fiduciaires des agences gouvernementales ; - accompagner les agences dans la mise en place des stratégies de passation des marchés publics et coordonner l'organisation à mettre en place en vue de la rationalisation et la mutualisation de la gestion des processus d'achats si requis ;

IDENTIFICATION DU POSTE	
	- suivre la mise en œuvre des plans de passation de marchés publics des agences et, le cas échéant, de tous projets gouvernementaux, et apporter un appui technique dans la stratégie, la conduite des processus d'achat dans le respect des dispositions du code des marchés publics ; - assurer la mise en place d'un système de suivi des délais de passation des marchés publics au niveau des agences concernées ; - répondre avec promptitude aux diverses sollicitations des agences sur le plan de la gestion fiduciaire et faire preuve de proactivité pour assurer la célérité et le maintien du bon fonctionnement des systèmes de gestion fiduciaire ; - faciliter la résolution de toute difficulté d'ordre fiduciaire rencontrée par les agences auprès des directions techniques du ministère des finances ou toute autre structure de l'administration publique ; - produire des rapports d'information périodiques ou d'alerte sur le niveau des performances fiduciaires des agences et structures en charge de la mise en œuvre du programme d'action du gouvernement ; - mettre en œuvre toutes autres diligences requises.
<i>Profil du poste</i>	- Être titulaire d'un diplôme de niveau BAC+5 ou d'un diplôme équivalent en marché public, en finances ou droit public (DESS, MASTER, etc...). - Avoir au moins dix (10) années d'expérience professionnelle significative dont au moins cinq (05) dans le contrôle des marchés publics, et cinq (05) dans la passation des marchés publics de l'administration publique, des programmes et projets de développement, ou dans les organismes internationaux partenaires techniques et financiers. - Avoir une connaissance en gestion de projets, en direction administrative et financière et en suivi-évaluation seraient un atout. - Avoir une bonne connaissance de la loi n°2020-26 du 19 septembre 2020 portant code des marchés publics en république du Bénin et des décrets d'application.
Disponibilité	Immédiate.

IV-2- Spécialiste en marché public 02

Nombre : un (e) (01) spécialiste

Termes de référence

IDENTIFICATION DU POSTE	
<i>Intitulé du poste</i>	Spécialiste en marché public
<i>Structure bénéficiaire</i>	Bureau d'Analyse et d'Investigation
<i>Rémunération et conditions salariales</i>	Voir lettre d'engagement
<i>Durée de contrat</i>	Déterminée
<i>Lieu de travail</i>	Cotonou
<i>Missions principales</i>	Le spécialiste placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du Bureau d'Analyse et d'Investigation a pour mission de veiller à fluidifier la chaîne de la dépense publique des communes, l'appui à la mise en œuvre des missions de suivi, de contrôle et de gestion des communes.
<i>Description du poste</i>	Sur la base du programme de travail préparé et validé, il aura à mettre en œuvre les principales tâches ci-après : - examiner les plans de passation des marchés et les dossiers de commande publique des communes concernées ; - contrôler la conformité des procédures de mise en concurrence, d'évaluation, d'attribution et de contractualisation ; - identifier les irrégularités, risques de conflit d'intérêts, insuffisances documentaires et faiblesses de contrôle interne des communes concernées ; - veiller à l'actualisation, si requis, et à la mise en œuvre effective de manuels de procédures fiduciaires des mairies concernées ; - accompagner les mairies concernées dans la mise en place des stratégies de passation des marchés publics et coordonner l'organisation à mettre en place en vue de la rationalisation et la mutualisation de la gestion des processus d'achats ;

IDENTIFICATION DU POSTE	
	- suivre la mise en œuvre des recommandations formulées ; - assurer la mise en place d'un système de suivi des marchés publics au niveau des mairies concernées ; - élaborer des grilles de contrôle, tableaux de bord et rapports de conformité comparables entre communes ; - faciliter la résolution de toute difficulté d'ordre fiduciaire rencontrée par les mairies auprès des directions techniques ; - produire des rapports d'information périodiques sur le niveau des performances fiduciaires des mairies ; - mettre en œuvre toutes autres diligences requises.
<i>Profil du poste</i>	- Être titulaire d'un diplôme de niveau BAC+5 ou d'un diplôme équivalent en marché publics, en finances ou droit public (DESS, MASTER, etc...). - Avoir au moins dix (10) années d'expérience professionnelle significative dont au moins cinq (05) dans le contrôle des marchés publics, et cinq (05) dans la passation des marchés publics de l'administration publique, des programmes et projets de développement, ou dans les organismes internationaux partenaires techniques et financiers. - Une connaissance en gestion administrative et financière et en suivi- évaluation des communes serait un atout. - Avoir une bonne connaissance de la loi n°2021-14 du 20 décembre 2021 portant code de l'administration territoriale en république du Bénin et des décrets d'application.
Disponibilité	Immédiate.

IV-3- Spécialiste en Investigation

Nombre : un (01) spécialiste

Termes de référence

IDENTIFICATION DU POSTE	
<i>Intitulé du poste</i>	Spécialiste en investigation
<i>Structure bénéficiaire</i>	Bureau d'Analyse et d'Investigation
<i>Rémunération et conditions salariales</i>	Voir lettre d'engagement
<i>Durée de contrat</i>	Déterminée
<i>Lieu de travail</i>	Cotonou
<i>Missions principales</i>	Le spécialiste placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du Bureau d'Analyse et d'Investigation a pour mission de conduire des enquêtes administratives, financières ou opérationnelles afin de détecter, analyser et documenter les actes de fraude, mauvaise gestion, de violation des procédures ou toute autre irrégularité.
<i>Description du poste</i>	Sur la base du programme de travail préparé et validé, il aura à mettre en œuvre les principales tâches ci-après : - recevoir, analyser les signalements et plaintes ; - élaborer les plans d'investigation et définir la méthodologie d'enquête ; - traiter les actes de fraudes, corruption, conflits d'intérêts, violation de procédures, etc... ; - réaliser des entretiens et auditions des personnes concernées ; - recueillir les preuves documentaires, matérielles et numériques ; - examiner, au besoin, les opérations, procédures, contrats, marchés, acquisitions, projets et programmes concernés ; - vérifier la fiabilité et la pertinence des informations collectées ; - veiller à la collecte des preuves, à l'établissement des faits et à la formulation de recommandations visant à prévenir la récurrence des incidents identifiés ;

IDENTIFICATION DU POSTE	
	- rédiger les rapports d'investigation détaillés et étayé par des preuves et proposer des mesures correctives, préventives ou judiciaires ; - constituer et préserver les dossiers d'enquête conformément aux normes de confidentialité ; - mettre en œuvre toutes autres diligences requises.
<i>Profil du poste</i>	- Être titulaire d'un diplôme de niveau BAC + 5 ou d'un diplôme équivalent en audit et contrôle, finances, comptabilité ou gestion ou dans un domaine pertinent pour l'investigation. - Avoir au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dont une pratique significative de l'investigation, de l'inspection, de la lutte contre la fraude ou la corruption ou de l'enquête administrative. - Une expérience multidisciplinaire serait un atout.
<i>Domaine d'intervention</i>	Corruption, conflits d'intérêts, avantages indus, détournements, fraudes, irrégularités administratives ou financières, marchés publics, contrats, projets publics, gestion des ressources et biens publics, fiscalité, douanes, falsifications documentaires, dysfonctionnements des services publics et tout autre fait relevant du mandat du BAI.
Disponibilité	Immédiate.

N.B :

- Seuls les candidats présélectionnés sur dossier seront invités à prendre part à la phase suivante.
- Tout candidat ayant déposé son dossier par courriel et retenu pour la phase finale devra produire la version physique du dossier.
- La Présidence de la République se réserve le droit de ne pas donner suite au présent avis de recrutement, sans préjudice aucun.




Alfred AFFOYON